

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 11/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE PAYS DE MONTBELIARD

10 rue de Castiglione
75001 Paris

Références : UID257090/SPR/EDB 202 - 0523A
Code AIOT : 0005905168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement CEPE PAYS DE MONTBELIARD implanté Parc Eolien de Pays de Montbéliard 25430 Vyt-lès-Belvoir. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée en phase chantier de construction du parc éolien dans le cadre de son renouvellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE PAYS DE MONTBELIARD
- Parc Eolien de Pays de Montbéliard 25430 Vyt-lès-Belvoir
- Code AIOT : 0005905168

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Pays de Montbéliard se situe dans le département du Doubs, à environ 50 km du centre-ville de Besançon. Il est composé de 5 éoliennes de 2 MW chacune et de 125 m de haut en bout de pale et d'une puissance unitaire de 2 Mégawatts.

Le parc est actuellement autorisé par arrêté préfectoral en date du 22 février 2005 portant permis de construire. Le décret n° 2011-984 du 23 août 2011 a modifié la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour y ajouter, en particulier, la rubrique 2980 concernant les installations terrestres de production d'électricité regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs. La société exploitante du parc du Lomont à l'époque a effectué en janvier 2012 la déclaration d'antériorité requise.

En 2015, ERG via la société de projet CEPE de Montbéliard devient propriétaire du parc composé de 4 éoliennes sur la commune de Vyt-lès-Belvoir et 1 éolienne sur Valonne (E01 à E05).

Par demande du 17 décembre 2021, la société CEPE de Montbéliard a sollicité l'autorisation environnementale pour le renouvellement (« repowering ») de son parc éolien du Pays de Montbéliard. Cette demande a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°25-2023-12-17-00007 du 7 décembre 2023 pour l'exploitation de 5 aérogénérateurs sur la commune de Vyt-les-Belvoir.

Depuis cette autorisation, la société CEPE de Montbéliard a formulé plusieurs demandes de modifications de son installation actées par arrêtés préfectoraux complémentaires du 07/03/2024 et du 24/12/2024 et par lettre préfectorale du 18/04/2024.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des captages d'alimentation en eau potable	AP Complémentaire du 24/12/2024, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.1.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Démantèlement du parc existant	AP Complémentaire du 24/12/2024, article 2	Sans objet
4	Etude	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	géotechnique	article 2.4	
5	Mission de coordination environnementale	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.1.	Sans objet
6	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.1.2.	Sans objet
8	Organisation du chantier	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.2	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

3 non-conformités ont été relevées :

- Le plan d'information et de gestion environnemental est incomplet et peu opérationnel. L'exploitant ne dispose pas des justificatifs suivants : formation du personnel aux consignes environnementales, présence d'un pistolet anti-débordement et d'un bac de récupération des fuites pour le ravitaillement en carburant des engins.
- Les garanties financières pour le parc renouvelé n'ont pas été constituées avant le démarrage des travaux d'implantation des éoliennes et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un acte de cautionnement en vigueur au jour de la visite.
- Les mesures d'accompagnement prévues pour la biodiversité n'ont pas encore été mises en place par l'exploitant

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du Code de l'environnement.

Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives engagées guideront la décision pour le moment suspendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des captages d'alimentation en eau potable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Prescription contrôlée : [...] Concernant les risques de déversement d'hydrocarbures, l'ensemble des préconisations d'évitement et de gestion décrites dans le guide ANSES susvisé seront mises en place [...] Un plan d'information et de gestion environnementale incluant la gestion des pollutions accidentelles éventuelles sera mis en œuvre (avec une vigilance particulière pour les secteurs de

travaux situés en périmètre de protection de captage).

Durant la réalisation des fondations, les mesures suivantes seront mises en œuvre afin de limiter le risque d'infiltration de béton vers la nappe :

- Le fond de fouille sera protégé par des bâches en polymères et/ou une dalle de propreté ;
- Les toupies de béton seront nettoyées sur des aires prévues à cet effet situées en dehors des périmètres de protection de captage ;
- En cas de rencontre d'un drain karstique, il pourra être simplement obturé superficiellement s'il ne remet pas en cause la stabilité de la structure. En cas de développement important du ou des vides karstiques rencontrés, un diagnostic spécifique sera effectué et porté à connaissance de l'autorité sanitaire si la zone de travaux est implantée dans une zone de protection des captages d'eau potable.

Le ravitaillement des véhicules s'effectue uniquement sur les plates-formes de stationnement susmentionnées, et au moyen de systèmes permettant la prévention des risques de pollution de l'environnement, notamment des pompes équipées d'un pistolet anti-débordement et des bacs de récupération des fuites. Les carburants et produits d'entretien sont stockés de manière à prévenir les risques de fuite dans l'environnement (rétention, cuve double paroi, ...).

Les entreprises qui interviennent sur le chantier justifient d'un entretien régulier des engins de chantier

Le nettoyage et l'entretien des engins de chantier sont réalisés hors du site du chantier et dans des structures adaptées.

Un petit bassin de nettoyage peut être réalisé à proximité du chantier uniquement pour nettoyer les goulottes des toupies béton. Un géotextile, déposé au fond de ce bassin, permet alors de filtrer l'eau de nettoyage et de retenir les particules de béton. Outre ce rejet après filtration par le géotextile, aucun rejet d'eau de lavage n'est autorisé dans le milieu naturel.

Constats :

Les préconisations d'évitement et de gestion décrites dans le guide de l'ANSES sont respectées par l'exploitant :

- La base vie du chantier se situe dans une zone d'activité sur la commune de Vellerot-lès-Belvoir à une distance d'environ 4,5 km du chantier, en dehors des périmètres de protection de captages.
- Les produits sont entreposés au niveau de la base vie. Une cuve de carburant est entreposée sur le chantier au niveau de l'éolienne E4 existante qui se situe en dehors de tout périmètre de captage. L'exploitant a communiqué la fiche technique de cette cuve qui indique qu'il s'agit d'un réservoir en acier, soudé étanche, pourvu d'une paroi interne, installé à l'intérieur d'un récipient métallique qui sert de bassin de rétention d'une capacité supérieure à 110% du volume du réservoir et muni d'un couvercle de fermeture verrouillable. Le couvercle du réservoir étant fermé à clé et l'exploitant n'ayant pas cette clé, la présence d'un pistolet anti-débordement n'a pas pu être vérifiée. Ce point sera à justifier par l'exploitant. La procédure de dépotage/ravitaillement carburant présentée par l'exploitant mentionne un bac de rétention pliable souple de 175 litres pour récupérer les fuites lors des opérations de ravitaillement en carburant. Ce bac n'a pas été constaté sur le site le jour de la visite.
- Les sanitaires de la base vie sont reliés à une fosse toutes eaux et deux toilettes chimiques ont été constatés sur le chantier.

- L'exploitant indique que tous les engins sont équipés de kit anti-pollution d'urgence. L'engin contrôlé lors de la visite en était effectivement muni.
- L'exploitant indique que les opérations d'entretien des engins sont réalisés en dehors du site, en atelier spécialisé. Aucune opération de ce genre n'a été constatée le jour de la visite.

L'exploitant a présenté le plan de prévention environnement rédigé par une des deux entreprises qui travaille actuellement sur le chantier. Ce document comprend les éléments suivants :

- Carte des zones de captage ;
- Moyens d'intervention et situation d'urgence ;
- Schéma d'organisation, de gestion et d'élimination des déchets,
- Procédure de ravitaillement en carburant des engins ;
- Plan de circulation des toupies.

Ces documents appellent les observations suivantes :

- Absence d'une procédure en cas de déversement accidentel dans ou en dehors d'un périmètre de protection de captage : comment utiliser les kits anti-pollution, qui prévenir en cas de pollution, plan d'urgence/d'intervention en cas de pollution.
- Le plan de circulation des toupies pourrait utilement indiquer les zones autorisées pour le lavage des goulottes.
- La consigne d'utilisation de l'installation de traitement de la laitance de béton est peu opérationnelle et mériterait d'être plus opérationnelle.
- Le document renvoie par endroit au cahier de prescriptions environnementales rédigées par le bureau d'études en charge du suivi environnement du site. Ce document permet de compléter le plan de prévention environnement mais n'est pas opérationnel et ne semble pas transmis au personnel. Il convient de bénéficier d'un document autoportant et opérationnel.
- De manière générale le plan de prévention environnement est rédigé par une entreprise intervenante et non pas l'exploitant. Cela pose la question des consignes transmises aux autres entreprises qui interviennent sur le chantier.
- L'exploitant n'a pas su fournir les justificatifs de la formation du personnel du chantier à ces consignes. Lors de la visite sur le terrain des échanges ont eu lieu avec une personne sur le chantier et cela a permis de confirmer une méconnaissance des consignes liées à l'environnement.

Le jour de la visite, seule la fondation de l'éolienne E1 avait débuté. Il a été constaté la présence d'une dalle de béton de propreté en fond de fondation.

Au niveau de la future éolienne E2, située en dehors du périmètre de protection rapproché, il a été constaté la présence d'une installation pour la récupération et le traitement des eaux de lavage des toupies béton. Cette installation est munie d'un big-bag dans lequel sont rejetées les eaux souillées. Ce big-bag permet la filtration et la décantation des eaux. Les eaux sont ensuite récupérées dans un bac situé en dessous. Une pompe récupère l'eau de ce bac pour l'injecter dans un dispositif de traitement instantané au CO₂ afin de neutraliser le pH.

Lors des échanges avec l'exploitant il a indiqué que cette eau était ensuite envoyée dans une cuve (constatée à côté de l'installation de traitement mais non reliée à cette dernière). Lors d'un échange avec un conducteur d'engin, ce dernier a indiqué que l'eau était rejetée dans la fondation de l'éolienne après traitement.

Ce point doit être clarifié par l'exploitant et la procédure d'utilisation du dispositif de traitement

doit être mise à jour et le personnel doit y être formé. Dans tous les cas le dispositif de traitement prévu par l'exploitant est plus protecteur qu'une filtration par géotextile dans un bassin et l'arrêté préfectoral prévoit la possibilité de rejeter ces seules eaux au milieu naturel.

Non-conformité : le plan d'information et de gestion environnemental est incomplet et peu opérationnel. L'exploitant ne dispose pas des justificatifs suivants : formation du personnel aux consignes environnementales, présence d'un pistolet anti-débordement et d'un bac de récupération des fuites pour le ravitaillement en carburant des engins.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection, dans un délai de un mois les justificatifs suivants permettant de statuer sur la conformité de la présente prescription :

- Plan d'information et de gestion environnementale opérationnel et à destination de l'ensemble des entreprises susceptibles d'intervenir sur le chantier et durant toute la vie de ce dernier ;
- Présence d'un pistolet anti-débordement pour le ravitaillement en carburant des engins ;
- Présence d'un bac de récupération des fuites pour le ravitaillement en carburant des engins ;
- Clarifier la procédure de traitement des eaux de lavage des goulottes de toupies béton notamment au regard du rejet des eaux après traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Démantèlement du parc existant

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux

Prescription contrôlée :

Les travaux de renouvellement du parc éolien sont réalisés selon la chronologie suivante :

- Étape 1 : Réalisation des travaux d'infrastructures destinés aux nouvelles éoliennes (coupes d'arbres, pistes, plateformes, fondations, réseaux électriques)
- Étape 2 : Arrêt et démantèlement des 5 anciennes éoliennes et des postes de livraison, mises en stock sur ou à proximité du site.
- Étape 3 : Remise en état des voiries de l'ancien parc, livraison des nouvelles éoliennes, montage, essais et mise en service industrielle.
- Étape 4 : Démantèlement des fondations des 5 anciennes éoliennes et remise en état des plateformes de E02 et E03.
- Étape 5 : Évacuation des anciennes éoliennes et fourniture des attestations de démantèlement et de remise en état à l'inspection des installations classées.

Les garanties financières de l'ancien parc sont maintenues jusqu'à la remise en état complète de celui-ci et la délivrance des attestations de démantèlement et de remise en état à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de la visite les travaux de renouvellement du parc éolien étaient à l'étape 1 : travaux de terrassement et coulage des fondations.

L'exploitant a transmis deux actes de cautionnement pour la SNC CEPE de Montbéliard pour le parc éolien de Montbéliard existant sur la commune de Vyt-les-Belvoir d'un montant de 271 995 euros pour la période du 23/08/2020 au 22/08/2025 et d'un montant de 324 528 euros pour la période du 23/08/2025 au 06/10/2026 (le calcul du montant de ces garanties n'a pas fait l'objet d'une analyse).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.2.

Thème(s) : Situation administrative, Phase travaux

Prescription contrôlée :

Le montant initial des garanties financières à constituer, en application des articles R.515-101 à R.515-104 du code de l'environnement, par la SAS CEPE DE MONTBÉLIARD se présente sous la forme d'un montant forfaitaire calculé en fonction du nombre d'unités de production composant le parc.

[...]

Le montant initial M de la garantie financière est de :

$M = 5 \times [75\,000 + 25\,000 \times (4,5-2)] = 687\,500$ euros.

L'exploitant réactualise le montant des garanties financières lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle, puis tous les 5 ans tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié par les arrêtés du 22 juin 2020 et 11 juillet 2023, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les garanties financières sont fournies avant le démarrage des travaux d'implantation des éoliennes.

Constats :

L'exploitant a présenté sa demande de caution auprès d'un organisme privé d'un montant de 892 453 euros qui doit prendre effet à compter de la mise en service du parc prévue en octobre 2026. Le montant prévu par l'exploitant est conforme à celui prévu par l'arrêté préfectoral après actualisation avec l'indice TP01 de février 2025 publié au JO du 16/04/2025 (indice de 132,2).

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté ministériel du 26/08/2011 prévoit la constitution des garanties financières avant la mise en service mais l'arrêté préfectoral du 07/12/2023 prévoit une constitution de ces dernières avant le démarrage des travaux.

L'exploitant a transféré un courriel envoyé le 16/05/2025 sollicitant la prise d'effet de la garantie financière au 17/02/2025 date de commencement des travaux. Les démarches pour la constitution de cette garantie sont donc en cours.

Non-conformité: Les garanties financières pour le parc renouvelé n'ont pas été constituées avant le démarrage des travaux d'implantation des éoliennes et l'exploitant n'est pas en mesure de

justifier d'un acte de cautionnement en vigueur au jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai de un mois, l'acte de cautionnement couvrant la période des travaux de construction du parc éolien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etude géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Prescription contrôlée : Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol, et à définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a communiqué le rapport du 22 janvier 2025 de l'étude géotechnique de conception (mission G2 phase AVP) pour son parc éolien ainsi que le rapport de calcul des fondations en date du 27/05/2025 (mission G2 PRO) réalisés par le cabinet d'ingénierie ANTEA. Ces rapports ont permis de déterminer le type de fondations retenu par rapport à la nature du sol. Les investigations ont notamment comporté des sondages pour chaque éolienne. L'exploitant indique avoir mandaté un bureau d'études pour la supervision géotechnique du chantier (mission G4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mission de coordination environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Prescription contrôlée : Une mission de coordination environnementale des travaux est confiée par l'exploitant à un écologue compétent, dans le but de s'assurer de la bonne prise en compte des dispositions relatives à la préservation des espèces, fixées par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a confié la mission de coordination environnementale et d'expertise naturaliste au bureau d'études BIOTOPE.

L'exploitant a communiqué le cahier de prescriptions environnementales en date du 4 février 2025 défini entre l'exploitant et son bureau d'études pour le suivi environnemental du chantier sur le terrain.

Ce document reprend notamment les éléments relatifs à :

- L'implantation de la base-vie, des zones de dépôts ou de rinçage des engins de chantier, des zones de stockage de matériaux en particulier des remblais et plus globalement l'emprise travaux ;
- Le risque de dispersion des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) ;
- Les calendriers à prendre en compte dans le phasage des travaux, au regard des cycles de vie des espèces sauvages concernées ;
- La succession dans le temps des activités du chantier (exemple : la création de bassins de rétention temporaires des eaux doit être menée au début des opérations de terrassement pour garantir à cette mesure de réduction du chantier son efficacité).

Le rapport reprend les prescriptions environnementales issues des arrêtés préfectoraux applicables au parc et formule des préconisations pour leur respect.

L'exploitant a également communiqué 4 compte-rendus du suivi environnemental réalisé par le bureau d'études pour s'assurer que les prescriptions sont bien respectées au fur et à mesure du chantier. Les visites de suivi ont eu lieu le 27 janvier, 24 février, 24 mars 2025 et 16 mai 2025. Les compte-rendus reprennent les prescriptions environnementales applicables et statuent sur la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux

Prescription contrôlée :

Les arbres à potentiel de gîtes identifiés sur les différentes emprises doivent être inspectés entre le 1er septembre et le 15 novembre préalablement au défrichement ou au déboisement des emprises. L'inspection de ces arbres, à la caméra thermique (ou par toute autre méthode équivalente) doit être effectuée par un écologue le matin de la date prévue pour leur abattage afin de vérifier l'absence de chauve-souris.

Dès lors que des chiroptères sont identifiés sur les arbres à cavité devant être abattus, un système anti-retour permettant aux animaux de fuir et de ne pas revenir dans la cavité doit être installé.

Les arbres concernés pourront alors être abattus ultérieurement, jusqu'au 1er mars de l'année suivante. En l'absence de chiroptères, les arbres seront soit coupés le jour même, soit des chaussettes anti-retours seront mises en place au niveau des cavités pour une coupe ultérieure avant le 1er mars de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant a communiqué un compte-rendu d'expertise d'octobre 2024 réalisé par un bureau d'études spécialisé en écologie. Le bureau d'études Silva Environnement a été chargé de repérer et d'inspecter les arbres potentiellement favorables pour la faune dans le but de réduire l'impact des travaux d'abattage sur l'avifaune et les chiroptères. Ce document présente les résultats issus

du travail d'expertise mené le 07/10/24.

Une recherche préalable a été effectuée depuis le sol à l'aide de jumelles pour identifier les arbres jugés potentiellement favorables (marquage à l'aide de peinture). Ensuite une expertise approfondie a été réalisée sur ces arbres à l'aide d'une caméra endoscopique permettant d'observer les parties des cavités non visibles à l'œil nu.

10 arbres potentiellement favorables ont été identifiés au sein de la zone d'étude.

Sur les 10 arbres expertisés, seul l'un d'entre eux présentait un nid de passereau. 3 arbres présentaient des cavités favorables sans indice de présence ni individus (classe 2).

Enfin, 6 arbres présentaient des cavités jugées non favorables en l'état mais présentant un potentiel d'avenir (classe 1).

Le rapport conclut qu'afin de sécuriser l'abattage prévu avant le 01/03/25, les cavités de classe 2 ont été obstruées à l'aide de papier journal après s'être assuré de l'absence de faune (inspection à l'aide d'une caméra endoscopique). De la même manière, l'écorce présentant des décollements a été enlevée pour éviter la présence de chauves-souris le jour de l'abattage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un accompagnement environnemental des phases de chantier afin de préserver la qualité et la biodiversité du site. Préalablement aux travaux, le Maître d'Ouvrage établira un Plan d'Actions pour l'Environnement (PAE) qui précisera les moyens et l'organisation que les entreprises de travaux doivent mettre en place pour respecter les prescriptions issues du présent arrêté et de l'étude d'impact environnementale.

La gestion environnementale du chantier sera assurée conformément à l'étude d'impact.

L'exploitant met en place conjointement avec l'exploitant des éoliennes E06 à E10 du parc du Lomont Ouest, un îlot de sénescence de 3ha, c'est-à-dire une zone forestière laissée en vieillissement naturel constituée d'arbres vieillissants et/ou dépérissant sous forme d'arbres isolés ou d'îlots, afin d'assurer une continuité favorable à la mobilité des espèces animales. 10 gîtes artificiels spécifiques aux chiroptères et 10 nichoirs à oiseaux artificiels doivent être installés conjointement par les deux exploitants des éoliennes E01 à E10, dans l'îlot de sénescence de 3ha. L'installation des nichoirs à oiseaux devra être validée par le gestionnaire forestier (ONF) pour s'assurer de sa pérennité.

Cet îlot, les gîtes artificiels spécifiques aux chiroptères et les nichoirs spécifiques aux oiseaux cavernicoles doivent être garantis par un bail emphytéotique, un contrat d'obligation réelle environnementale, un acte de constitution de servitude ou tout autre dispositif présentant des garanties équivalentes, pour une durée de 30 ans.

Constats :

L'exploitant a mis en place un accompagnement environnemental du chantier par un bureau d'études compétent. Ce point a été abordé au point de contrôle n°5.

Concernant les mesures d'accompagnement mises en place (îlot de sénescence, gîtes et nichoirs artificiels, garantie sur 30 ans), l'exploitant n'a pas su apporter les justificatifs de leur mise en place.

L'exploitant a toutefois transmis quelques documents permettant de démontrer que les démarches ont été initiées :

- Devis signé de l'ONF pour la mise en place d'un îlot de sénescence et la remise d'un rapport avec plan.
- Le projet de convention (contrat de 30 ans) en cours d'élaboration restant à compléter et valider entre les parties.

Non-conformité : les mesures d'accompagnement prévues pour la biodiversité n'ont pas encore été mises en place par l'exploitant

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection, dans un délai de 4 mois, les éléments permettant de justifier de la mise en place de l'ensemble des mesures d'accompagnement avec la convention qui assure leur pérennité sur 30 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Organisation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux

Prescription contrôlée :

Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :

- les surfaces nécessaires au chantier sont piquetées ;
- les milieux humides et aquatiques sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ;
- les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ;
- des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre, sont définis en lien avec ces derniers.

Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plates-formes réservées à cet effet. Ce plan devra notamment contenir les éléments suivants :

- le seul accès au site se fera depuis la RD31 (la RD 36 ainsi que les traversées de Vyt-les-Belvoir et de Valonne ayant fait l'objet d'aménagements programmés ou récents, sont interdits à la circulation des transports exceptionnels) ;
- de part et d'autre de cet accès au site et pendant l'intégralité du chantier, des panneaux de signalisation de danger informant de la sortie de camions seront implantés sur la RD31.

Les éventuels aménagements nécessaires au chantier devront être remis en parfait état à la fin du chantier en concertation avec le gestionnaire routier.

Ce plan de circulation devra être transmis, pour information, trois mois avant le début des travaux au Service Territorial d'Aménagement de Pontarlier.

Afin d'éviter tout risque de dissémination des espèces invasives, la qualité de la terre apportée

<p>pour les travaux est contrôlée, et les engins doivent être nettoyés avant de pénétrer sur le chantier. En cas de découverte de stations d'espèces invasives, l'exploitant met en place sans délai des mesures appropriées pour éviter leur dissémination.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les surfaces prévues pour les travaux de terrassement sont délimitées par des piquets bois avec de la peinture de couleur. D'après les compte-rendu de suivi écologique, aucune zone n'a pour l'instant nécessité un balisage par intérêt écologique.</p> <p>L'accès au chantier est délimité de chaque côté du chemin par des barrières de chantier et une signalisation appropriée.</p> <p>La zone de la base vie est également sécurisée et bénéficie d'affichages d'interdiction d'accès au public.</p> <p>Un point de rassemblement a été communiqué au SDIS par courriel 20 février 2025. Le SDIS a confirmé la bonne réception de cette information par courriel du 28 février 2025. Le point de rassemblement utilisé est le PRS3 du parc existant. Un panneau d'affichage pour ce point a été constaté à l'entrée du chemin d'accès au chantier.</p> <p>L'accès au chantier se fait bien uniquement par la RD31.</p> <p>Le plan de circulation a été transmis au Service Territorial d'Aménagement de Pontarlier par courriel du 20 décembre 2024.</p> <p>Concernant la gestion des espèces invasives, le plan de prévention environnement renvoie au point 3.2.2 du cahier de prescriptions environnementales qui prévoit les mesures de prévention à mettre en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2023, article 2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chantier est doté d'une organisation adaptée permettant le tri de chaque catégorie de déchets. Cette organisation est formalisée dans une consigne écrite.</p> <p>Si leurs caractéristiques mécaniques le permettent, les matériaux excavés sont réutilisés, remis en place et compactés en couche pour assurer une meilleure stabilité du terrain.</p> <p>Les terres végétales sont conservées. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère est conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour la remise en état du chantier.</p> <p>Le chantier limitera au maximum l'apport de matériaux inertes extérieurs. Dans la mesure du possible, les déblais seront réutilisés sur le site pour les remblais nécessaires et les matériaux excavés dans le cadre des aires de grutage du parc actuel seront réutilisés au maximum pour remblayer les fouilles des fondations démantelées et la réalisation des nouveaux aménagements.</p> <p>Les bidons contenant une substance ou un mélange dangereux sont rangés dans des locaux adaptés en veillant à la compatibilité des substances ou mélanges. Les bidons vides sont stockés et évacués en tant que déchets dans une structure adaptée.</p> <p>Des kits antipollution sont présents sur place pendant toute la durée des travaux.</p>
<p>Constats :</p>

Les consignes de tri des déchets sont précisées dans le schéma d'organisation, de gestion et d'élimination des déchets annexé au plan de prévention environnement. Sur la base vie sont présentes : une benne carton, une benne bois et une benne DIB. Concernant les déchets dangereux, sont présents un bac étanche et couvert pour les bidons souillés et un bidon étanche et couvert pour les aérosols. Le jour de l'inspection aucun produit n'a été constaté sur la base vie ou le chantier hormis le carburant.

Le schéma d'organisation des déchets précise que les déchets générés sur le chantier doivent être ramenés tous les soirs à la base vie. L'exploitant indique que des bennes sont susceptibles d'être mises en place au niveau du chantier au moment du montage des éoliennes. Le plan de gestion des déchets sera modifié en conséquence le cas échéant.

Il a été constaté un important stock de déblais issus du chantier entreposés au bout du chemin d'accès aux futures éoliennes E1 et E2. L'exploitant indique qu'il réutilisera ces volumes pour remblayer les fouilles des fondations et le réaménagement du site démantelé, et évacuera l'excédent en valorisation le cas échéant.

L'exploitant indique que des kits antipollution sont présents dans tous les engins et dans un conteneur à proximité de la cuve de ravitaillement en carburant. Un kit a effectivement été constaté dans un engin présent au niveau de la plateforme de la future éolienne E2.

Type de suites proposées : Sans suite